

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 06 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avold

Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avold - Route de Haslach
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TOTALENERGIE_2022-12-23_RAPVI_NDSK_31925
Code AIOT : 0003014555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avold implanté Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avold - Route de Haslach 57500 Saint-AVOLD. L'inspection a été annoncée le 04/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite au sein de l'établissement TotalEnergies Centrale Électrique à Saint-Avold, localisé sur le site de la Centrale Thermique Émile Huchet, s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies - Centrale électrique Saint-Avold
- Centrale Émile Huchet - ZI Saint-Avold - Route de Haslach 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0003014555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TotalEnergie - Centrale électrique Saint-Avold exploite depuis 2007 des installations de production d'électricité, notamment une installation de combustion de 1500 Mwth composée de deux turbines à cycle combiné gaz (STA7 et STA8) et de deux chaudières auxiliaires (QHA7 et QHA8).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques
- rejets aqueux
- moyens de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Résultats de surveillance des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8	Arrêté préfectoral du 22/09/2020, article 1 (partiel) + Dossier de réexamen IED du 03 août 2018	/	Sans objet
2	Vitesse d'éjection des gaz des turbines STA7 et STA8 et des chaudières auxiliaires QHA7 et QHA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21 - III.	/	Sans objet
3	Surveillance en continu des rejets atmosphériques en SO2 pour les turbines STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 (partiel)	/	Sans objet
4	Surveillance en continu des rejets atmosphériques en NOx pour les turbines STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25 - I. + 34 (partiel)	/	Sans objet
5	Surveillance en continu des rejets atmosphériques en CO pour les turbines STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27 - I. + 34 (partiel)	/	Sans objet
6	Test annuel de surveillance (AST) des appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques pour les turbines STA7 et STA8	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I (partiel)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Résultats de la surveillance des rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 46 (partiel) + 48 (partiel) + Arrêté préfectoral du 22/05/2007, article 4.3.10	/	Sans objet
9	Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59 - III. (partiel)	/	Sans objet
10	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 13 décembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les seuils des valeurs limites d'émission fixés dans l'automate de suivi des rejets en continu, n'ont pas été mis à jour avec les valeurs limites d'émission que l'exploitant s'est engagé à respecter dans son dossier de réexamen IED depuis août 2021.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier de la correction de ces valeurs sous 15 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Résultats de surveillance des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 22/09/2020, article 1 (partiel) + Dossier de réexamen IED du 03 août 2018
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 22/09/2020 - Article 1 (partiel)</u> "(...) Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et compléments transmis à l'administration et dans le cadre du dossier de porter à connaissance transmis par courrier du 5 mars 2020 susvisé. En tout état de cause, elles respectent, par ailleurs, les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires, des arrêtés ministériels applicables et les réglementations autres en vigueur." <u>Dossier de réexamen IED du 03 août 2018</u> L'exploitant s'engage à respecter les valeurs limites suivantes : SO ₂ : 10 mg/Nm ³ NOx : 35 mg/Nm ³ Poussières : 10 mg/Nm ³ CO : 30 mg/Nm ³
Constats : Sans observation. Aucun dépassement n'est constaté sur la base du tableau mensuel des résultats de surveillance en continu des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8 pour la période d'août 2021 à novembre 2022 et du rapport annuel de contrôle extérieur des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8 du mois de mars 2022 contrôlés par l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vitesse d'éjection des gaz des turbines STA7 et STA8 et des chaudières auxilliaires QHA7 et QHA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21 - III.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "III. - La vitesse d'éjection des gaz en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h."
Constats : Turbines STA7 et 8 : sans observation. Chaudières auxilliaires QHA7 et QHA8 : Les rapports des contrôles extérieurs du 9 mars 2022 pour la chaudière auxiliaire QHA7 et du 4 octobre 2022 pour la chaudière auxiliaire QHA8 dont les débits nominaux sont de 10500 Nm ³ /h, mettent en évidence une vitesse d'éjection respectivement de 5,7 m/s et 5,1 m/s, ce qui est inférieur à la vitesse minimale imposée de 8 m/s. Après comparaison avec les rapports de contrôle du 10 mars 2020 qui relèvent des vitesses d'éjection de 9,26m/s pour QHA7 et 8,53 m/s pour QHA8, l'exploitant a fait réaliser le 4 janvier 2023, une contre mesure. La vitesse d'éjection mesurée est de 8,6 m/s pour QHA8 (QHA7 est en maintenance technique depuis le mois de juillet 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance en continu des rejets atmosphériques en SO₂ pour les turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "I. - La concentration en SO ₂ dans les gaz résiduaux est mesurée en continu. II. - Cependant, la mesure en continu n'est pas obligatoire dans les cas suivants : - pour les installations de combustion utilisant exclusivement du gaz naturel ou du biométhane ; Dans ces cas : - (...) une mesure semestrielle est effectuée et l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. (...)"
Constats : Sans observation. Le suivi des mesures en continu des rejets atmosphériques en SO ₂ des turbines STA7 et STA8 est réalisé sur la base d'une estimation journalière effectuée par l'exploitant. Une mesure semestrielle a été effectuée lors du contrôle externe des rejets atmosphériques, le 8 et 9 mars 2022 pour les turbines STA7 et 8.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance en continu des rejets atmosphériques en NOx pour les turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 25 – I. + 34 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 25-I "I. - La concentration en NOx dans les gaz résiduaire est mesurée en continu."</p> <p>Article 34 (partiel) "Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre. (...)"</p>
<p>Constats : Sans observation. L'inspection des installations classées s'est rendue en salle de contrôle et a constaté que la mesure de la concentration en NOx est suivie en continu pour les turbines STA7 et STA8. Le fichier de report de toutes les mesures de suivi en continu consulté sur le mois de novembre 2022, le jour de la visite, ne montre aucun dépassement. Aucun dépassement n'est constaté sur la base du tableau mensuel des résultats de surveillance en continu des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8 pour la période d'août 2021 à novembre 2022 (cf constat 1).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance en continu des rejets atmosphériques en CO pour les turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27 – I. + 34 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 27-I "I. - La concentration en CO dans les gaz résiduaire est mesurée en continu."</p> <p>Article 34 (partiel) "Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre ; - 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées au chapitre II du présent titre. (...)"</p>
<p>Constats : Sans observation. L'inspection des installations classées s'est rendue en salle de contrôle et a constaté que la mesure de la concentration en CO est suivie en continue. Le fichier de report de toutes les mesures de suivi en continu consulté sur le mois de novembre 2022, le jour de la visite, ne montre aucun dépassement. Aucun dépassement n'est constaté sur la base du tableau mensuel des résultats de surveillance en continu des rejets atmosphériques des turbines STA7 et STA8 pour la période d'août 2021 à</p>

novembre 2022 (cf constat 1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Test annuel de surveillance (AST) des appareils de mesure en continu des rejets atmosphériques pour les turbines STA7 et STA8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31-I (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "I. - Les appareils de mesure en continu (...) appliquent une vérification annuelle (AST)."
Constats : Sans observation. L'exploitant a transmis par courriel du 16 décembre 2022, le test annuel AST de surveillance des appareils de mesure en continu du 6 octobre 2022 réalisé par un organisme agréé qui valide la conformité de ces appareils.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées au chapitre II du présent titre, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette procédure indique notamment la nécessité : - d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage ; - d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions. La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder 120 heures sur douze mois glissants. (...) "
Constats : L'opérateur consulté en salle de contrôle a présenté la procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de dépassement des valeurs limites d'émission fixées. L'inspection des installations classées a constaté que les seuils fixés dans l'automate n'ont pas été mis à jour avec les valeurs limites d'émission que l'exploitant s'est engagé à respecter dans son dossier de réexamen IED depuis août 2021. L'exploitant s'est engagé à corriger les valeurs dans l'automate. Sur le bilan mensuel de novembre 2022 transmis par courriel du 16 décembre 2022 sur lequel est indiqué les heures de dysfonctionnement, l'exploitant ne déclare aucun dysfonctionnement sur 12 mois glissants au 30 novembre 2022.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de justifier sous 15 jours à l'inspection des installations classées de la mise à jour des valeurs limites d'émission sur l'automate, conformément aux engagements pris dans le dossier de réexamen IED du 3 août 2018.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Résultats de la surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 46 (partiel) + 48 (partiel) + Arrêté préfectoral du 22/05/2007, article 4.3.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 3/08/2018 - Article 46 (partiel)

"Sans préjudice des dispositions de l'article 43-I, lorsque la production d'effluents ne peut être évitée, les valeurs limites de concentration en polluants dans les effluents liquides indiquées dans le tableau ci-dessous sont respectées, en moyenne journalière :

	N° CAS	Code SANDRE	Concentration (mg/l)
MES	-	1305	30
Cadmium et ses composés (en Cd) (*)	7440-43-9	1388	0,05
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,025
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1369	0,025
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1382	0,02
Nickel et ses composés (en Ni)	7440-02-0	1386	0,05
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	-	1314	125
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5
Hydrocarbures totaux	-	7009	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30
Phosphore total	-	1350	10
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,05
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,05
Sulfates	14808-79-8	1338	2000
Sulfites	14265-45-3	1086	20
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2
Ion fluorures (en F-)	16984-48-8	7073	30
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8

(...)"

Arrêté ministériel du 3/08/2018 - Article 48-II.b)

"b) Une mesure journalière est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence définie, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. Lorsque les flux rejetés se situent au-dessous des seuils, l'arrêté d'autorisation peut fixer une fréquence moindre. L'arrêté préfectoral peut également fixer une fréquence moindre pour les effluents des circuits de refroidissement lorsqu'une méthode alternative de surveillance est proposée par l'exploitant.

	Fréquence de suivi	Seuil de flux
DCO (sur effluent non décanté)	Journalière	300 kg/j
Matières en suspension	Journalière	100 kg/j
Azote global	Journalière	50 kg/j
Phosphore total	Journalière	15 kg/j
Hydrocarbures totaux	Journalière	10 kg/j
Composés organiques du chlore (AOX ou EOX) (1)	Journalière	1 kg/j
Cadmium et composés (en Cd)	Mensuelle Trimestrielle (2)	5g/j 2g/j
Chrome et composés (en Cr)	Mensuelle Trimestrielle (2)	500g/j 200g/j
Cuivre et composés (en Cu)	Mensuelle Trimestrielle (2)	500g/j 200g/j
Mercurure et composés (en Hg)	Mensuelle Trimestrielle (2)	5g/j 2g/j
Nickel et composés (en Ni)	Mensuelle Trimestrielle (2)	100g/j 20g/j
Plomb et composés (en Pb)	Mensuelle Trimestrielle (2)	100g/j 20g/j
Zinc et composés (en Zn)	Mensuelle Trimestrielle (2)	500g/j 200g/j
Chrome hexavalent (en Cr6+)	Mensuelle Trimestrielle (2)	100g/j 20g/j
Cyanures libres (en CN-)	Journalière	200 g/j

(1) La mesure journalière du paramètre AOX n'est pas nécessaire lorsque plus de 80 % des composés organiques halogénés sont clairement identifiés et analysés individuellement et que la fraction des organohalogénés non identifiée ne représente pas plus de 0,2 mg/l."

Arrêté préfectoral du 22/05/2007 - Article 4.3.10

"L'exploitant est tenu de respecter, au point de rejet des bassins de DIESEN dans la rivière le Froschenpfuhl (également appelée Diesenbach) et au point de rejet de la conduite CAPFLUIDES dans le lac de Creutzwald, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Tableau non reproduit"

Constats : Sans observation.

L'exploitant a transmis par courriel du 16 décembre 2022, les rapports d'analyses des rejets aqueux au point de rejet Nord et au point de rejet Sud sur l'ensemble de l'année 2022.

L'ensemble des paramètres respectent les valeurs limites d'émission et les fréquences de surveillance les plus contraignantes fixées par l'arrêté ministériel et l'arrêté préfectoral susmentionnés.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 59 - III. (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "III. - L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie (...). Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an."
Constats : Sans observation. L'inspection des installations classées a constaté que ces matériels sont vérifiés et tenus en bon état sur la base des rapports de contrôle : <ul style="list-style-type: none"> • des motopompes diesel et électriques du 29 août 2022 ; • des poteaux incendie du 14 novembre 2022 ; • des extincteurs du 14 novembre 2022 ; • des robinets d'incendie armés du 11 août 2022 ; • du sprinklage (injection de CO²) au niveau des locaux des turbines à gaz à cycles combinés du 11 août 2022 ; • du sprinklage (injection d'azote) des chemins de câble sous le local électrique du 11 août 2022 ; • des systèmes de détection automatique d'incendie situés dans : <ul style="list-style-type: none"> - les locaux des turbines à gaz à cycles combinés du 3 août 2022 ; - les autres locaux du site du 22 août 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification."
Constats : Sans observation. L'exploitant a transmis par courriel du 16 décembre 2022, le rapport de vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre réalisée du 7 au 8 novembre 2022, conformément aux normes susvisées, par un organisme compétent. Le système de protection contre la foudre est jugé conforme. Un impact de foudre a été enregistré le 25 juin 2022 et un contrôle de la zone impactée a été réalisé le 19 juillet 2022 par un organisme compétent sans remise en état nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet